

OTC

L'Assemblée nationale d'Artsakh adopte la loi "Sur les territoires occupés"

Une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale de la République d'Artsakh a été convoquée le 18 février à l'occasion de la "Journée de la renaissance de l'Artsakh."

L'ordre du jour comprenait en première lecture les projets de loi sur les "territoires occupés de la République d'Artsakh", initiée par les cinq partis de l'Assemblée nationale, les "modifications du code civil" et la déclaration de l'Assemblée nationale à l'occasion de la "Journée de la renaissance de l'Artsakh".

Le Président de la Commission permanente de l'Assemblée Nationale sur les affaires d'État et juridiques Szag Aghajanyan a fait un rapport connexe, qui a présenté la conclusion de la commission sur l'adoption du projet en deuxième lecture.

Les territoires faisant autrefois partie de la République du Haut-Karabakh passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan recevront le statut de territoires occupés, ceux en dehors de l'ancien Haut-Karabakh et repassés sous contrôle azerbaïdjanais à la suite de la guerre de 44 jours - celui de territoires contestés.

Notant l'absence de dépôt d'amendements dans les délais impartis, l'orateur principal, le député Arthur Harutyunyan, a procédé à la lecture du texte qui a été adopté à l'unanimité de trente voix en sa faveur.

2- Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90187

Vingt citoyens arméniens accusés de haute trahison

Le Service de sécurité nationale arménien (NSS) a déclaré aujourd'hui que l'enquête sur une affaire de haute trahison et d'espionnage impliquant 20 anciens officiers militaires actifs a révélé que ces derniers avaient collecté et transmis des informations militaires des champs de bataille à un service de renseignement étranger pendant la guerre d'automne 2020 dans le Zone de conflit du Haut-Karabakh.

« En raison de leurs activités anti-étatiques pendant les périodes féroces de la guerre, l'ennemi avait une idée claire du déploiement des troupes arméniennes, des types et de la quantité de leurs armes, de leurs redéploiements offensifs, défensifs et stratégiques - jusqu'aux spécificités géographiques ». coordonnées sur les cartes », a déclaré le NSS aujourd'hui.

Il a déclaré que l'ennemi a utilisé ces informations pour attaquer les troupes arméniennes par des drones et des installations d'artillerie.

"Il est révélateur que le service de renseignement étranger ait recruté d'anciens militaires ou des militaires actifs dans le réseau d'espionnage qui, en vertu de leur service, pouvaient pénétrer sur le territoire des unités militaires en Arménie et au Haut-Karabakh, visiter les postes de combat et avoir accès à une variété de documents et des informations », a déclaré le NSS.

Ces personnes ont secrètement réalisé des enregistrements vidéo, fixé les types et la quantité d'équipements militaires, les mouvements des unités militaires, photographié les cartes d'importance stratégique, obtenu d'autres informations et les ont transmises aux représentants du renseignement étranger en échange d'argent.

Selon le NSS, 20 personnes ont été accusées d'avoir commis et aidé à la haute trahison, dont 14 ont été arrêtées.

« Des mesures opérationnelles et de renseignement complètes et des actions d'enquête sont prises pour détecter tous les membres du réseau d'espionnage, engager des poursuites pénales contre eux et neutraliser les activités de renseignement étrangères dans les forces armées arméniennes », indique le

communiqué.

Le NSS a également déclaré que de nombreux autres cas ont été découverts impliquant l'armée arménienne, qui a collecté et transmis des informations et des documents d'importance stratégique aux représentants des services de renseignement étrangers pendant la guerre de 2020, « affaiblissant ainsi la sécurité de leur pays et aidant l'ennemi à résoudre ses tâches de combat et obtenir un avantage significatif sur le champ de bataille.

par [Jean Eckian](#)

3- Les Nouvelles d'Arménie

18/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90191

L'ambassadeur Mkrtchyan informe le ministre grec des affaires étrangères des positions de l'Arménie sur les développements régionaux

L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Arménie en Grèce Tigran Mkrtchyan a rencontré le ministre des Affaires étrangères de Grèce Nikos Dendias.

Le ministre grec des Affaires étrangères a félicité l'ambassadeur pour son entrée en fonction et lui a souhaité du succès. Nikos Dendias a déclaré que les relations arméno-grecques reposent traditionnellement sur des bases solides et qu'il ne faut s'attendre qu'à une dynamique positive à cet égard.

L'ambassadeur Mkrtchyan a informé le ministre des Affaires étrangères des principales orientations de sa mission. L'ambassadeur a noté que, parallèlement au dialogue politique et à la coopération militaire actuellement actifs, il existe de nombreuses possibilités d'approfondir les liens économiques bilatéraux, les contacts scientifiques, éducatifs et culturels, ainsi que la diplomatie parlementaire.

L'Ambassadeur Tigran Mkrtchyan a présenté les positions de l'Arménie sur les développements régionaux.

Avec Public Radio of Armenian

4- Le Courrier d'Erevan

17/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-cooperation-armeno-francaise-dans-le-secteur-de-la-defense-au-coeur-dune-rencontre>

La coopération arméno-française dans le secteur de la défense au cœur d'une rencontre officielle à Erevan

Le ministre de la Défense de la République d'Arménie, Suren Papikyan, a reçu le 16 février l'Ambassadrice de France en Arménie M^{me} Anne Louyot et l'attaché militaire français pour le Sud Caucase, le lieutenant-colonel Frédéric Campos.

« Appréciant hautement le niveau actuel des relations politiques entre l'Arménie et la France, le ministre arménien de la Défense a remercié les dirigeants français pour leur soutien au rapatriement des prisonniers de guerre arméniens, ainsi que pour l'établissement de la paix et de la stabilité dans la région. » indique le communiqué du ministère de la défense arménien.

À la demande de l'ambassadrice Anne Louyot, le ministre de la Défense a exposé l'état de la situation actuelle à la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Un certain nombre de questions liées à la coopération bilatérale arméno-française dans le domaine de la défense et de la sécurité régionale ont été discutées lors de la réunion.

5- Les Nouvelles d'Arménie

17/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90174

Le seul moyen de protéger les civils est le retrait des Azéris près des

villages : Médiateurs d'Arménie et d'Artsakh

Le Défenseur des droits de l'homme d'Arménie Arman Tatoyan et le Défenseur des droits de l'homme de l'Artsakh Gegham Stepanyan ont effectué une mission d'enquête du 14 au 16 février sur les droits de l'homme dans les communautés de Taghavard, Karmir Shouka, Aghavno, Khramot et ailleurs dans la République de l'Artsakh.

Le Bureau du Défenseur des droits de l'homme a déclaré dans un communiqué de presse que des tirs depuis l'Azerbaïdjan ont lieu presque chaque jour à Taghavard et Karmir Shouka.

« Il y a quelques jours à peine, le 11 février, les forces armées azerbaïdjanaises ont ouvert le feu en direction de maisons résidentielles civiles. Les murs et les toits des maisons ont été endommagés. Des femmes et des enfants se trouvaient à l'intérieur des maisons au moment des tirs. Une fenêtre a été touchée par les tirs, et à ce moment-là, un enfant dormait dans la pièce. Les militaires azerbaïdjanais sont déployés directement devant ces maisons résidentielles, à quelques centaines de mètres seulement, et les gens sont sous leur entière surveillance », a déclaré le Bureau du Défenseur des droits de l'homme, ajoutant que les troupes azerbaïdjanaises sont déployées sur les terres appartenant aux résidents : des pâturages et des prairies.

De plus, les soldats azerbaïdjanais ont un point d'observation direct sur l'école primaire de Taghavard.

"Des rencontres et des discussions séparées avec des enseignants et des élèves ont révélé que des tirs ciblés ont lieu également en direction de l'école. En outre, les habitants ont déclaré qu'à Taghavard et Karmir Shouka, les militaires azerbaïdjanais diffusent des lumières spéciales depuis leurs positions ou leurs véhicules sur les maisons résidentielles, y compris à l'intérieur des maisons, afin de terroriser les habitants. Cette pratique est fréquente, surtout la nuit ou le soir. De plus, pendant notre séjour en Artsakh, nous avons été directement convaincus par les actes criminels des Azerbaïdjanais. En particulier, le 15 février, vers 15h30, les forces armées azerbaïdjanaises ont tiré des coups de feu ciblés sur des agriculteurs qui pratiquaient l'agriculture dans le village de Khramort, dans la région d'Askeran, ce qui a eu pour conséquence d'endommager le pneu d'un

tracteur. Hier, le 16 février, entre 10h00 et 11h00, alors que les habitants travaillaient dans les vignobles du village de Khramort, des militaires azerbaïdjanais se sont approchés d'eux et les ont obligés à quitter le champ. De plus, la plupart des résidents qui travaillaient étaient des femmes. Dans toutes les communautés, les habitants ont noté que les forces armées azerbaïdjanaises tirent des coups de feu ciblés chaque fois qu'elles tentent de s'approcher des terres agricoles, même à quelques centaines de mètres. Ces actes provoquent les problèmes sociaux les plus graves pour les gens. Ils sont privés de la possibilité de gagner un revenu pour leurs familles. Il est évident que le fait de ne pas travailler pendant la période saisonnière entraîne de graves problèmes pour les gens. Dans la communauté d'Aghavno, les gens sont confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation : Presque tous les habitants nous ont raconté avoir vu des militaires armés azerbaïdjanais abattre du bétail puis jeter les restes dans l'eau utilisée par les habitants du village. Cela a provoqué une intoxication massive par l'eau parmi les habitants du village : des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été intoxiqués. Plusieurs villages de la province arménienne de Gegharkunik sont également privés d'approvisionnement en eau à cause des incursions azerbaïdjanaises, la sécurité de l'eau dans plusieurs communautés de la province de Syunik est en réel danger.

Il est évident que les autorités azerbaïdjanaises sont engagées dans une politique criminelle visant à terroriser les résidents pacifiques et à créer une atmosphère de désespoir, qui est de caractère coordonné et ciblé.

Dans tous les endroits où les militaires azerbaïdjanais sont déployés, la sécurité des personnes est perturbée et la vie est réellement en danger.

Les militaires azerbaïdjanais qui sont apparus à proximité directe des villages d'Arménie et d'Artsakh font tout pour rendre la vie de la population pacifique impossible et pour que la vie ne reprenne pas après la guerre : ils tirent sur les villages, empêchent les agriculteurs d'effectuer leurs travaux agricoles, volent les animaux domestiques, etc. Tous les faits prouvent que les actions criminelles des militaires azerbaïdjanais contre la population pacifique en Arménie et en Artsakh sont de même caractère, avec des manifestations agressives en Artsakh.

Il est évident pour nous que le fondement de tout ceci est la politique continue d'arménophobie et de propagande de haine des autorités azerbaïdjanaises contre l'Arménie et l'Artsakh.

Tant que les autorités azerbaïdjanaises seront engagées dans cette politique (et c'est la source de leur vie politique), les actions criminelles terroristes commises par leurs militaires ne s'arrêteront pas, par conséquent, la seule façon de protéger la population pacifique est que ces militaires ne soient pas stationnés dans le voisinage ou à proximité des villages et des routes arméniens, afin que les résidents pacifiques puissent exercer leurs droits", ont déclaré Tatoyan et Stepanyan dans une déclaration commune. Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

6- Libération

17/02/2022

https://www.liberation.fr/international/europe/match-om--qarabag-pour-les-armeniens-de-marseille-cest-de-la-provocation-20220217_-QBCDLXXHWNEIXETXLIJCWXBK3I/

Match OM-Qarabag: pour les Arméniens de Marseille, «c'est de la provocation»

L'Olympique de Marseille accueille ce jeudi le club azéri en Ligue Europa Conférence, un an et demi après la défaite de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan dans une guerre pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. «Un affront» pour la diaspora arménienne, présente en nombre dans la ville.

par Arno Tarrini

A Marseille, cette rencontre pourrait être synonyme d'une nouvelle soirée européenne sans éclat, loin des paillettes de la Ligue des champions. Un jeudi soir où se mêlent la nostalgie des exploits passés et la lassitude d'une sous-compétition sans grand enjeu. Mais pour la diaspora arménienne, estimée à près de 80 000 personnes dans la ville, elle réveille les traumatismes d'un [conflit meurtrier avec l'Azerbaïdjan](#). «Ce match n'aurait jamais dû avoir lieu», dénonce l'un des membres du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France de Marseille. «Les membres de la communauté arménienne vivent ça comme un affront ultime, une provocation.»

En octobre 2020, après des années de conflit gelé, une nouvelle guerre a éclaté

entre les Arméniens et les Azéris, soutenus par la Turquie. A l'issue de ces affrontements, qui ont fait plus de 6 500 morts dont 3 700 Arméniens en seulement six semaines, [un cessez-le-feu a été instauré](#). Le Haut-Karabakh arménien a été contraint de [céder à l'Azerbaïdjan plusieurs pans de son territoire](#). Peuplé majoritairement d'Arméniens, chrétiens pour la plupart, le Haut-Karabakh avait été attribué par Staline à l'Azerbaïdjan, à majorité musulmane chiite, en 1921. Cette région montagneuse avait proclamé son indépendance et fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, entraînant une première guerre dans les années 90 qui avait causé la mort de 30 000 personnes et fait des centaines de milliers de réfugiés.

«Ça nous fait bizarre qu'un club de foot qui s'appelle Qarabag, c'est-à-dire la région de nos ancêtres, se présente comme un club azéri. C'est de la provocation. Ça nous touche profondément, parce que ce sont des terres ancestrales», estime Gayanne Chadian, une Marseillaise franco-arménienne, présidente de l'association Artsakh - c'est ainsi que les Arméniens appellent la région.

Appel au meurtre

Fondé en 1951 à Agdam, ville fantôme et vestige des affrontements, le Qarabag FK revendique cet héritage disputé. Après la prise de la ville par les forces autonomes en 1993, le club a déménagé à Bakou, la capitale. Mais l'appartenance du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan est inscrite dans l'ADN du club, huit fois sacré champion national. Le Qarabag FK joue volontiers du traumatisme de la perte de ce territoire enclavé, en associant les sentiments nationalistes de ses supporters à la revendication de l'Azerbaïdjan, qui se veut être un nouvel acteur du sport mondial. Quitte, parfois, à ce que le conflit ressurgisse hors du cadre sportif.

«Nous devons tuer tous les Arméniens. Femmes, enfants, vieux. Tous sans distinction», avait déclaré l'ancien responsable de la communication du club, Nurlan Ibrahimov, en octobre 2020 au plus chaud de la guerre. Ibrahimov a depuis été suspendu de toute activité liée au football par l'UEFA pour cet appel au meurtre. Mais les provocations continuent. *«Le Karabagh, c'est l'Azerbaïdjan !»* martèle par exemple le directeur général du club, Asif Asgarov, sur les réseaux sociaux.

Pour ses provocations, le club aurait dû être exclu des compétitions européennes,

selon Azad Balalas-Kazandjian, conseiller départemental des Bouches-du-Rhône, d'origine arménienne. Selon lui, Qarabag est une «*vitrine politique*». «*L'exemple parmi d'autres*» de la tentative du gouvernement autocratique d'Ilham Aliyev «*de se donner une image présentable sur la scène internationale via le sport*». «*Ils ont organisé leur Grand Prix de Formule 1, des matchs de l'Euro 2020 de football, la finale d'Europa League 2018-2019 à Bakou...*» rappelle-t-il. Finale à laquelle l'un des meilleurs joueurs arméniens, Henrikh Mkhitaryan, n'a pas pu participer, craignant pour sa sécurité. «*Dans quel autre pays voit-on ce genre de choses ?*» s'indigne Azad Balalas-Kazandjian. «*On voit bien que les instances européennes et internationales de foot sont totalement obnubilées par l'argent et les mannes financières que peuvent apporter ces pays-là.*»

«*Le respect des droits de l'homme, le fair-play, plus personne n'y croit. On se rend bien compte que l'argent achète tout, et efface tout*», déplore-t-il, évoquant la richesse du pays en pétrole et en gaz, qui lui permet de gagner en influence en sponsorisant de grandes compétitions et en organisant des rencontres sur son sol.

Dispositif de sécurité renforcé

Pour éviter des affrontements entre supporters, comme ce fut le cas lors du match de Ligue Europa face aux Turcs de Galatasaray, la préfecture de police des Bouches-du-Rhône a déployé un «*dispositif de sécurité renforcé*» autour du stade et dans les tribunes. Le déplacement des amateurs de foot sera encadré. En septembre, la présence des forces de l'ordre n'avait pourtant pas suffi pour éviter des bagarres entre Turcs et Marseillais. Là encore, le conflit au Haut-Karabakh était un point sensible, certains ultras de Galatasaray ayant brandi des drapeaux de l'Azerbaïdjan pendant la rencontre.

«*Nous devons gagner, non seulement en tant qu'équipe, mais aussi pour notre unité nationale, pour nos valeurs nationales. Sans aucun doute, il y aura des gens mal intentionnés dans le stade, mais il ne faut pas faire attention à leurs actions extrémistes*», affirme un supporter azéri sur Facebook. Sous-entendant que les supporters arméniens de l'OM pourraient provoquer des incidents. «*Nous les avons déjà battus sur tous les plans, vous voyez ce que je veux dire ? Mais on veut faire un bon match sans provocation*», assure un autre, avant d'ajouter «*mais si provocation il y a, la réponse sera bien différente des fois précédentes*». Celui-là semble prêt à en découdre.

7- Le Figaro

18/02/2022

<https://www.lefigaro.fr/sports/football/ligue-europa/-om-procedure-ouverte-pour-une-banderole-pro-armenie-lors-de-marseille-qarabag-20220218>

OM : procédure ouverte pour une banderole pro-Arménie lors de Marseille-Qarabag

Par Le Figaro avec AFP

L'UEFA a annoncé vendredi avoir ouvert une procédure disciplinaire à l'encontre de l'Olympique de Marseille au lendemain du [match contre le club azerbaïdjanais de Qarabag](#) (3-1), où des drapeaux arméniens et une banderole hostile à l'Azerbaïdjan ont été déployés au stade Vélodrome.

A l'occasion de la venue du Qarabag FK à Marseille, [où vit une importante diaspora arménienne](#), de nombreux drapeaux arméniens ont été brandis dans les tribunes du stade Vélodrome jeudi soir en barrages aller de la Ligue Europa Conférence, quinze mois après la cuisante défaite militaire infligée par l'Azerbaïdjan à l'Arménie dans la région du Nagorny Karabakh.

Selon des images diffusées sur les réseaux sociaux, une banderole en anglais «Qarabag is Armenia» («le Nagorny Karabakh, c'est l'Arménie») a été déployée dans la tribune du Vélodrome.

Aucune prise de position politique selon le règlement

Le club de Qarabag, bien que basé dans la capitale Bakou, tire son nom de la région du Nagorny Karabakh, autrefois azerbaïdjanaise mais peuplée à majorité d'Arméniens et passée sous le contrôle des autorités d'Erevan après une première guerre dans les années 1990. Des heurts armés meurtriers ont lieu régulièrement à la frontière malgré l'instauration en novembre 2020 d'un cessez-le-feu qui a mis fin à une guerre de six semaines pour le contrôle de la région (6.500 morts).

L'UEFA, instance organisatrice des compétitions européennes de football, interdit toute prise de position politique dans ses stades et sanctionne les «messages provocateurs qui sont de nature politique, idéologique, religieuse ou insultante», selon son règlement disciplinaire.

Les fumigènes également répréhensibles

Outre cette procédure pour «banderoles illicites», l'OM est également dans le viseur de l'UEFA pour utilisation par ses supporters de fumigènes et pour encombrement des zones de circulation du public.

«La Commission de contrôle, d'éthique et de discipline de l'UEFA rendra sa décision sur ce dossier en temps utile», ajoute l'instance, sans mentionner de calendrier précis.

La Commission d'appel de l'UEFA a par ailleurs confirmé vendredi la suspension pour trois matches européens de l'attaquant belge Yannick Carrasco et du défenseur brésilien Wendell, exclus après des mauvais gestes lors du match Atlético Madrid-FC Porto à l'automne, et du latéral anglais Kyle Walker (Manchester City), exclu contre le RB Leipzig en décembre.

8- La Provence

17/02/2022

<https://www.laprovence.com/actu/en-direct/6663786/om--qarabag-le-contexte-ce-match-na-rien-danodin.html>

OM-Qarabag, le contexte : "Ce match n'a rien d'anodin"

Après les Turcs de Galatasaray, les Azéris de Qarabag. Encore une fois, un match de l'OM va dépasser les simples frontières sportives. La venue des Stambouliotes, le 30 septembre dernier, sentait le soufre et laissait redouter le pire, principalement pour le comportement de leurs bouillants et incontrôlables supporters. Les craintes se sont malheureusement confirmées en dépit des nombreuses mesures prises. Ce soir, les fidèles de Qarabag seront nettement moins nombreux et moins turbulents, quand bien même ni l'OM ni les autorités

locales ne sont capables d'en évaluer le nombre.

La préfecture de Police a renforcé la sécurité autour de ce barrage de Ligue Europa Conférence, avec une billetterie dédiée et une séparation des flux, des déplacements encadrés par les forces de l'ordre, un placement dans la partie haute de la zone visiteurs ou encore un arrêté interdisant aux drones de survoler le Vélodrome, histoire d'éviter toutes revendications par la voie des airs comme ce fut le cas en 2019, lors d'un match de Ligue Europa à Luxembourg. Tout cela pour une simple rencontre face à des inconnus dans un Vélodrome entièrement ouvert mais qui semblera très vide, avec [quelque 20 000 supporters attendus](#) ?

"Mais ce match n'a rien d'anodin", précise Rose Guiragossian, professeure de géopolitique, d'histoire et de géographie, au lycée Nelson-Mandela, dans le 12e arrondissement de Marseille. Il glisse allègrement sur le terrain de la géopolitique et chagrine particulièrement la forte communauté arménienne de Marseille, estimée à 80 000 personnes. "Ce club est devenu un club de Bakou (depuis 1993), entre les mains du président Aliyev, un dictateur qui emprisonne tout le monde, un peu à la Erdogan. C'est un club de propagande qui garde son nom pour la revendication du territoire", prolonge Rose Guiragossian.

Elle fait référence à la région du Haut-Karabakh, rattachée à l'Arménie, et au conflit entre Arméniens (majoritaires dans la région) et Azéris pour son contrôle. Le dernier, à l'automne 2020, a fait plus de 6 500 morts (3 700 côté arménien), contraignant l'Arménie à un cessez-le-feu et à céder de larges parties de ce territoire.

"Comme Marseille a une communauté arménienne assez importante, elle est considérée comme une ville anti-azérie, extrêmement dangereuse, ajoute la professeure. Il y a deux ans, les Azéris s'amusaient à se moquer des Marseillais et avaient provoqué beaucoup de jeunes sur les réseaux sociaux, en leur envoyant des messages de haine, de racisme ou contre Marseille. Et tout cela à cause de la présence des Arméniens."

Focalisés par la préparation de leur match, les Olympiens ignorent sans doute tout de ce contexte particulier, mais une victoire doublée d'une qualification aurait une signification particulière pour bon nombre de leurs supporters.

16/02/2022

<https://information.tv5monde.com/info/om-qarabag-pour-les--armeniens-de-marseille-un-match-au-gout-amer-445095>

OM-Qarabag: pour les Arméniens de Marseille, un match au goût "amer"

Par Estelle EMONET, avec Emil Guliyev à Bakou

Pour l'importante diaspora arménienne de Marseille, le match entre l'OM et l'équipe de Qarabag jeudi au stade Vélodrome (21h00) en Ligue Europa Conférence aura un goût "amer", quinze mois après la cuisante défaite de l'Arménie infligée par l'Azerbaïdjan au Nagorny Karabakh.

"On va les écraser 5-0", prophétise Roger Vartan, à la tête du bar La Rotonde dans le quartier de Beaumont, où réside une grande partie de la diaspora arménienne de Marseille, l'une des plus importantes d'Europe, estimée à quelque 80.000 personnes.

Jeudi, c'est avec une attention toute particulière que ces supporters regarderont le match opposant leur équipe, 2e au classement de la Ligue 1, au "FC Barcelone du Caucase", l'un des clubs phare du championnat azerbaïdjanais, huit fois champion national, désormais installé dans la capitale, Bakou.

En cas de succès lors de ces barrages, dont le match retour sera disputé le 24 février, l'OM atteindrait les huitièmes de finale de cette première Ligue Europa Conférence de l'histoire. Mais pour certains Arméniens interrogés, cette rencontre dépasse le simple enjeu sportif.

A l'automne 2020, leur pays d'origine a affronté leur voisin et ennemi juré pour garder le contrôle du Nagorny Karabakh, cette région autrefois azerbaïdjanaise mais peuplée à majorité d'Arméniens et passée sous le contrôle des autorités d'Erevan depuis une première guerre dans les années 1990. En à peine six semaines, ce nouveau conflit, qui a fait plus de 6.500 morts, dont 3.700 côté arménien, a contraint l'Arménie à négocier un cessez-le-feu et à céder de larges pans de ce territoire.

- Traumatisme -

"Pourquoi ils s'appellent Qarabag ? Là-bas il y a des constructions vieilles de plus de 5.000 ans qui nous appartiennent", s'insurge Ichkan, Français d'origine arménienne à propos du club azerbaïdjanais autrefois basé à Agdam, une ville que le club avait été contraint de quitter pour Bakou en 1993 après la première guerre.

Sponsorisé par le géant de l'industrie agro-alimentaire Azersun, détenu par l'homme d'affaires turque Abdolbari Goozal, Qarabag est le club de football "le plus populaire du pays, davantage encore que l'équipe nationale", souligne auprès de l'AFP le journaliste sportif azerbaïdjanais Elmir Aliyev.

Cette célébrité est notamment nourrie par des sentiments patriotiques, le club incarnant le traumatisme ressenti pendant des décennies par l'Azerbaïdjan d'avoir perdu le Nagorny Karabakh au profit de l'Arménie: "Beaucoup en Azerbaïdjan soutiennent le club en raison de ses victoires à l'international, mais aussi à cause de son nom", analyse le journaliste.

Même si l'équipe évolue désormais à plus de 300 km de sa ville d'origine, la rancœur est vive côté arménien.

"Je préférerais encore perdre contre le PSG plutôt que contre eux", poursuit Ickhan, à la table d'un café où est affichée une photo de l'équipe marseillaise de 1993, victorieuse de la Ligue des champions.

- "Tuer tous les Arméniens" -

"C'est que du foot", le corrige Jean-Luc, le patron de ce troquet, qui retourne régulièrement sur la terre de ses ascendants: "Sur le terrain, ce ne sont pas des Azéris qui jouent, mais des employés qui sont là pour l'argent qu'on leur offre".

"Tant mieux qu'on les affronte (plutôt qu'une grosse écurie européenne, NDLR), ce sera plus facile, on gagne un tour", ajoute-il amusé.

Pour Pascal Chamassian, ancien président du Conseil de coordination des

organisations arméniennes de France (CCAF) Marseille-Provence, en revanche, ce match a un "goût amer": "Il n'aurait jamais dû avoir lieu si l'UEFA (organisatrice de la compétition, NDLR) avait pris ses responsabilités et exclu ce club par respect des droits de l'Homme".

Et M. Chamassian de rappeler l'appel à "tuer tous les Arméniens, vieux comme jeunes, sans distinction", lancé sur les réseaux sociaux par le responsable communication du club de Qarabag, Nurlan Ibrahimov, pendant la dernière guerre.

Si l'UEFA a suspendu à vie M. Ibrahimov de toute activité liée au football, la Fédération arménienne (FFA) avait elle réclamé, en vain, l'exclusion du club des compétitions européennes.

10- Les Nouvelles d'Arménie

16/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90142

L'Azerbaïdjan veut arrêter le leader du Karabakh

Les autorités azerbaïdjanaises ont déclaré mardi 15 février qu'elles avaient l'intention d'arrêter et de poursuivre rapidement Ara Harutiunian, le président du Haut-Karabagh.

« Harutiunian, qui se présente comme le chef d'un régime autoproclamé, sera traduit en justice par les divisions opérationnelles, les services spéciaux et les agences de renseignement le plus rapidement possible », a déclaré un procureur principal, Nemat Avazov, aux journalistes à Bakou.

Il a précisé que M. Harutiunian est recherché pour son rôle dans les tirs de missiles arméniens sur la deuxième ville d'Azerbaïdjan, Gyanja, effectués pendant la guerre du Karabakh en 2020.

Ces frappes, qui auraient fait plus de deux douzaines de morts parmi les civils, faisaient suite au bombardement incessant par les Azerbaïdjanais de Stepanakert, la capitale du Karabakh, et d'autres villes. Ces bombardements meurtriers se sont

poursuivis jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu négocié par la Russie mette fin à cette guerre de six semaines en novembre 2020.

Le ministre des Affaires étrangères du Karabakh, Davit Babayan, a condamné la déclaration du responsable azerbaïdjanais.

« Cela fait partie de la politique terroriste de l'Azerbaïdjan », a déclaré Babayan au service arménien de RFE/RL depuis Stepanakert. « On pouvait s'y attendre. Il n'y a rien de nouveau ici ».

« Avec de telles actions, l'Azerbaïdjan tente de répandre la peur [au Karabakh] », a-t-il ajouté. « Ils peuvent également essayer de nuire d'une manière ou d'une autre aux fonctionnaires de l'Artsakh (Karabakh) ou de les attaquer ».

Les autorités azerbaïdjanaises ont déjà lancé des mandats d'arrêt internationaux contre Harutiunian, Babayan et d'autres dirigeants arméniens du Karabakh peu après la guerre.

Le bureau du procureur général d'Arménie avait alors condamné cette démarche, affirmant avoir « pris des mesures » pour empêcher qu'ils ne soient placés sur la liste des personnes les plus recherchées par Interpol.

Depuis lors, M. Harutiunian s'est rendu à plusieurs reprises en Russie. Babayan s'est dit confiant que Moscou, qui a déployé 2 000 soldats de maintien de la paix au Karabakh juste après la guerre, n'aidera pas Bakou à l'appréhender.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

11- Les Nouvelles d'Arménie

16/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90141

Violation de la trêve et un soldat blessé

Les autorités du Haut-Karabakh ont accusé les forces azerbaïdjanaises d'avoir

blessé un soldat arménien du Karabakh et d'avoir également pris pour cible des civils locaux lors de violations distinctes du cessez-le-feu mardi 15 février.

L'armée de défense du Karabakh a déclaré que le soldat identifié comme Khachatur Khachatrian a été hospitalisé dans un état grave après avoir essuyé des tirs azerbaïdjanais dans la « zone frontalière orientale » du territoire contesté.

L'armée a déclaré avoir immédiatement alerté les forces de maintien de la paix russes stationnées au Karabakh au sujet de l'incident.

« La situation dans cette section de la ligne de contact est stable pour le moment », a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Selon les autorités du Karabakh, le soldat a été blessé moins d'une heure après que les forces azerbaïdjanaises ont tiré sur des agriculteurs qui cultivaient des terres à l'extérieur d'un village de l'est du Karabakh, près de la ligne de contact.

Un communiqué publié par le bureau du procureur local indique qu'un tracteur utilisé par ces derniers a été touché par les tirs avant que les troupes russes n'interviennent pour secourir les agriculteurs.

Le gouvernement azerbaïdjanais n'a pas fait de commentaire immédiat sur ces incidents.

Les autorités de Stepanakert ont signalé plusieurs incidents de ce type au cours des derniers mois. En octobre, un agriculteur du Karabakh a été abattu alors qu'il travaillait dans son verger à l'extérieur de la ville de Martakert. Le ministère russe de la Défense a confirmé par la suite qu'il avait été tué « à la suite de tirs provenant de la partie azerbaïdjanaise ».

Des unités de l'armée azerbaïdjanaise sont également accusées d'ouvrir régulièrement des tirs d'armes légères sur des villages du Karabagh proches de la ville de Chouchi qu'elles ont occupés pendant la guerre de 2020. Une maison privée dans l'un de ces villages, Karmir Shuka, a été endommagée par des tirs azerbaïdjanais la semaine dernière.

Les responsables du Karabakh affirment que ces tirs visent à intimider la population d'origine arménienne du territoire. Bakou le nie.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

12- Les Nouvelles d'Arménie

16/02/2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90143

Le ministre de la Justice veut licencier en masse des juges

L'organe d'État chargé de superviser les tribunaux arméniens doit licencier un grand nombre de juges cette année dans le cadre des réformes judiciaires proclamées par le gouvernement, a déclaré mardi 15 février, le ministre de la Justice, Karen Andreasian.

Andreasian a laissé entendre que parmi eux devraient figurer les juges qui ont signé ces dernières semaines des déclarations accusant les autorités arméniennes de chercher à réduire l'indépendance de la justice dans le pays.

« Si le Conseil suprême de la magistrature (CSM) est à la hauteur de la tâche, je vous promets que d'ici un an, le contrôle [des juges] en Arménie sera terminé et nous aurons le type de système judiciaire que vous souhaitez », a-t-il déclaré au service arménien de RFE/RL.

Le Conseil supérieur de la magistrature est un organe nominalement indépendant, habilité à renvoyer les juges ou à autoriser leur arrestation et leur poursuite. Jusqu'à présent, de telles décisions devaient être soutenues par au moins sept des dix membres du SJC.

En vertu d'un projet de loi adopté la semaine dernière par le Parlement arménien, contrôlé par le gouvernement, cinq membres suffiront pour donner le feu vert à la sanction des juges. Selon les critiques, l'administration du Premier ministre Nikol Pachinian utilisera ce projet de loi pour accroître la pression sur les juges indépendants réticents à exécuter les ordres du gouvernement, voire pour se débarrasser d'eux.

M. Andreasian a maintenu ses déclarations antérieures selon lesquelles au moins 40 juges du pays sont « corrompus » et doivent partir. Mais il ne les a pas nommés et n'a fourni aucune preuve de ces allégations.

Le ministre a déclaré à la place : « Il existe un sentiment de clan [au sein de l'appareil judiciaire]. 93 juges, par exemple, ont signé une déclaration. Je ne dis pas qu'ils sont tous corrompus. Mais je constate que 10, 20, 30 noms sont répétés lorsqu'il y a une autre action [des juges] ».

Les 93 signataires mentionnés par Andreasian auraient demandé la semaine dernière à la présidente de la Cour de cassation d'Arménie, Lilit Tadevosian, de convoquer une conférence d'urgence des juges. Leur appel faisait suite à l'arrestation d'un de leurs collègues.

Le juge arrêté, Boris Bakhshiyani, a déclaré qu'il était poursuivi en représailles pour avoir accordé une caution à une figure de l'opposition emprisonnée à la fin du mois dernier. La direction de l'Union des juges d'Arménie a également dénoncé sa détention.

Les procureurs insistent sur le fait que les accusations portées contre Bakhshiyani ne sont liées qu'à une autre décision qu'il a prise au cours d'un procès en cours qu'il présidait.

Ces derniers mois, des groupes d'opposition arméniens, des avocats et certains juges ont accusé à plusieurs reprises le gouvernement de M. Pachinian de chercher à accroître l'influence du gouvernement sur les tribunaux sous couvert de réformes judiciaires. Les autorités nient cette affirmation, insistant sur le fait que les réformes visent à accroître l'indépendance de la justice.

Pachinian a exigé un « vetting » obligatoire de tous les juges en 2019, affirmant que nombre d'entre eux sont liés aux anciens dirigeants du pays. Mais son gouvernement a par la suite accepté de s'abstenir d'une telle purge à l'instigation d'experts juridiques du Conseil de l'Europe.

Une nouvelle loi promulguée en 2020 a introduit à la place une « vérification de l'intégrité » des juges, effectuée par un organisme public de lutte contre la corruption.

Andreasian a cherché à relancer l'idée d'un « vetting » judiciaire après avoir été

nommé ministre de la justice en août. Il a déclaré plus tard en 2021 que le processus de filtrage avait déjà commencé avec l'aide de Gagik Jahangirian, un ancien procureur installé de manière controversée à la tête du CSM en avril dernier.

Andreasian s'est plaint mardi que le processus a été lent jusqu'à présent pour un certain nombre de raisons, notamment les objections des « structures européennes. »

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

13- Arte16/02/2022

<https://www.arte.tv/fr/videos/107230-000-A/armenie-le-karabakh-hors-du-monde/>

Arménie : le Karabakh hors du monde

Arte Reportage

A l'automne 2020, un vieux conflit s'est rallumé dans le Caucase : l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont violemment affrontés pour la possession du Haut-Karabakh, que les Arméniens avaient conquis en 1993.

Quarante-quatre jours de combats féroces ont fait 7 000 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de réfugiés, avant que la puissance tutélaire de la région, la Russie, n'impose militairement un cessez le feu. C'était le 10 novembre 2020. Depuis, la région est sous contrôle russe et les étrangers, surtout journalistes, ne sont pas les bienvenus. Gaëll Lorenz et Olivier Michaël ont néanmoins réussi à y entrer. Ils ont pu accompagner pendant quelques jours une famille arménienne réfugiée près de Stepanakert, la capitale de ce petit territoire enclavé en Azerbaïdjan. Une famille bousculée depuis trois générations de catastrophes en révolutions, de conflits en exils, qui survit dans le froid des montagnes du Caucase, en rêvant de retrouver sa vieille maison, retombée aux mains des Azéris. Bienvenue chez les Sarkissian...

Réalisation : Gaëll Lorenz, Olivier Michaël

Diffusion sur Arte : le vendredi 18/02/22 à 18h00. Disponible en replay.

(Reportage à voir en ligne)

14- Le Courrier d'Erevan

16/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-prochaine-conference-3-3-aura-lieu-en-iran>

La prochaine conférence 3 + 3 aura lieu en Iran

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, s'est félicité des dispositions prises pour tenir la prochaine réunion de la Plateforme 3+3 du Caucase du Sud en Iran, espérant que cette réunion contribuera à la sécurité et à la stabilité régionales.

L'agence de presse iranienne Tasnim rapporte une conversation téléphonique tenue lundi 14 février entre le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amirabdollahian et son homologue russe Sergeï Lavrov au cours de laquelle ils ont évoqué l'évolution des relations bilatérales entre Téhéran et Moscou et les questions de leurs intérêts mutuels aux niveaux régional et international.

Le ministre russe des Affaires étrangères a salué à ce propos, le projet de l'Iran d'accueillir la deuxième réunion de la plateforme 3+3 sur le Caucase du Sud et exprimé l'espoir que cette conférence contribue à maintenir la stabilité et la sécurité dans la région. M. Amirabdollahian a présenté cette prochaine session comme une opportunité de consensus et de synergie entre toutes les parties, espérant un renforcement de la coopération régionale au profit des intérêts des pays et des peuples du Caucase Sud.

Rappelons qu'une pré-réunion sur ce même format, à laquelle participait le vice-ministre arménien des Affaires étrangères, s'est tenue à Moscou le 10 décembre

2021.

Source : tasnimnews.com

15- Les Nouvelles d'Arménie

15/02/2022

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=90116

Des responsables russes et arméniens discutent à nouveau des pourparlers avec la Turquie

Le vice-président du Parlement, Ruben Rubinian, a discuté lundi avec un haut diplomate russe du deuxième cycle de négociations sur la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie.

M. Rubinian, qui représente l'Arménie dans ces négociations, s'était déjà entretenu avec le vice-ministre russe des affaires étrangères, Andrei Rudenko, avant sa première rencontre avec le négociateur turc, Serdar Kilic, le 14 janvier à Moscou. Ankara et Erevan ont qualifié cette réunion de « positive et constructive ».

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que Rudenko a discuté par téléphone avec Rubinian de la mise en œuvre des « accords » conclus par ce dernier avec Kilic à Moscou, ainsi que de leur deuxième rencontre qui aura lieu à Vienne le 24 février.

« La partie russe a réaffirmé sa volonté de continuer à aider à la recherche d'un terrain d'entente entre Erevan et Ankara dans l'intérêt de la stabilité et du développement durable de la région », peut-on lire dans un communiqué publié par le ministère.

Selon le compte-rendu officiel arménien de l'appel téléphonique entre Rubinian et

Rudenko, les deux hommes ont exprimé l'espoir que la réunion de Vienne soit productive.

Au début du mois, le ministre arménien des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a exprimé un optimisme prudent quant au succès du dialogue turco-arménien, qui a également été salué par les États-Unis et l'Union européenne.

Depuis des décennies, Ankara lie l'établissement de relations diplomatiques avec Erevan et l'ouverture de la frontière turco-arménienne à une résolution du conflit du Haut-Karabakh acceptable pour l'Azerbaïdjan. Le ministre turc des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a clairement indiqué à plusieurs reprises que son gouvernement coordonnerait les pourparlers de normalisation turco-arméniens avec Bakou.

par [Ara Toranian](#)

16- Jam news

17/02/2022

<https://jam-news.net/unesco-mission-deployment-to-karabakh-sparks-tensions-between-armenia-and-azerbaijan/>

UNESCO mission deployment to Karabakh sparks tensions between Armenia and Azerbaijan

"UNESCO continues to work to send its mission to [Nagorno-Karabakh](#), negotiations are underway", this is how the press service of the organization responded to a request from the Armenian news agency Armenpress. The request concerned reports received by [Armenia](#) about the destruction of Armenian monuments in the territories that, after the [2020 war in Karabakh](#), came under the control of [Azerbaijan](#).

Recently, the statement of the Azerbaijani side on the formation of a working group of "specialists in Albanian history and architecture" has been actively discussed in the Armenian society. The working group will reportedly be responsible for removing Armenian inscriptions and other "fictitious traces" from churches that are declared "Albanian" in Azerbaijan.

The Armenian side believes that there is an ongoing process of deliberate

destruction of the Armenian heritage in Nagorno-Karabakh.

Azerbaijani authorities: "Armenians left traces on our monuments"

Armenia is closely following the statements of the Azerbaijani side regarding historical and religious monuments in the territories controlled by Azerbaijan.

Both the Armenian authorities and the residents of the country believe that Azerbaijan is deliberately eliminating the Armenian traces in Karabakh. In early February, the reason for this was the statement of the Minister of Culture of Azerbaijan Anar Karimov. He announced the creation of a working group, consisting of local and foreign experts, which was created "to eliminate fictitious traces left by Armenians" in "Albanian" churches.

"Armenians left traces on our monuments, we are now collecting evidence of this", the minister told reporters.

Earlier, Azerbaijani President Ilham Aliyev visited the Church of the Holy Mother of God in Hadrut, where he also spoke about Armenian inscriptions:

"Armenians have defiled the Albanian temple in the same way they have desecrated our mosques. But we will restore them. All these inscriptions are false, they were made later".

"The danger of distorting the Armenian heritage is real"

The Ministry of Foreign Affairs of Armenia and the unrecognized NKR responded to the statement of the Minister of Culture of Azerbaijan. He described it as a gross violation of the decision of the International Court of Justice of December 7, 2021.

On that day, the Hague court issued a ruling on taking urgent measures on the counterclaims of Armenia and Azerbaijan. Both countries accuse each other of

violating the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. The Armenian side demanded to take urgent measures before considering the main claim against Azerbaijan and to oblige Baku not to destroy Armenian cultural monuments in the territories that came under the control of Azerbaijan. The court granted this appeal.

According to the court decision, Azerbaijan is obliged "to take all necessary measures to prevent, suppress and punish acts of vandalism and desecration of the Armenian cultural heritage".

The "Azerbaijani initiative" is not only an open challenge to the decision of the Hague court, but also contradicts Azerbaijan's statements about its readiness for reconciliation, creates obstacles to establishing peace in the region, the Armenian Foreign Ministry [said](#) in response.

The Armenian Foreign Ministry considers it a priority and an urgent necessity to send a UNESCO fact-finding mission to the Nagorno-Karabakh conflict zone:

"Recorded cases of vandalism of Armenian monuments, as well as the announcement by the Ministry of Culture of Azerbaijan about the creation of a working group to distort the identity of the Armenian historical and cultural heritage, indicate that this danger is real".

"At the moment, there are no necessary conditions for sending a mission"

Meanwhile, UNESCO reports that it has not yet been possible to launch a fact-finding mission:

"We continue to work on sending an independent UNESCO technical mission to Nagorno-Karabakh, in accordance with the 1954 Hague Convention [for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict]. We hope that this will become possible in the near future, but at the moment there are no necessary conditions for this. So the discussions are still ongoing", said spokesman Thomas Mallard.

Armenpress agency addressed the organization with a question: "Can the Azerbaijani interpretation of history become a justification for the destruction of Armenian historical inscriptions and other traces from religious and other

monuments?"

UNESCO answered that the historical and cultural heritage "should not become a tool for achieving political goals":

"We call on all our member states to respect this principle throughout the world".

According to the official data of the Armenian side, as a result of the 44-day war, approximately 1,500 Armenian monuments - churches, monasteries, fortresses, khachkars (cross-stones), museums with their exhibits - came under the control of Azerbaijan. A year and a half after the war, according to the information that Armenia has received, some of them were completely or partially destroyed or desecrated.

After the [online meeting](#) of the leaders of Armenia, Azerbaijan, France and the head of the European Council in February, information appeared that the parties agreed to deploy a UNESCO mission to Armenia and Azerbaijan. However, the Armenian Foreign Ministry reports that there are no "specific dates and agreements" yet.

(Version en langue arménienne à lire en ligne)

17- Catholic News Agency (CNA)

18/02/2022

<https://www.catholicnewsagency.com/news/250419/human-rights-activist-asks-unesco-to-ensure-protection-of-nagorno-karabakh-s-historic-christian-sites>

Human rights activist asks UNESCO to ensure protection of Nagorno-Karabakh's historic Christian sites

London, England, Feb 18, 2022

A British human rights campaigner asked the U.N.'s culture agency this week to ensure the protection of historic Christian sites in Nagorno-Karabakh.

Caroline Cox ([Baroness Cox](#)), an independent member of the British House of Lords, made the appeal in a Feb. 15 letter to Audrey Azoulay, the director-general of UNESCO.

"I write to express my deep concern about the fate of Armenian Christian churches, Khachkars (carved stone crosses), and cultural heritage sites in Nagorno Karabakh, which are now under Azerbaijan's control," she wrote.

"The sites include 161 churches, including the historic monastery at Dadivank, Ghazanchetsots Cathedral in Shushi, the ancient city of Tigranakert, Azokh Paleolithic Cave, and the Nor Karmiravan tombs."

Armenia and Azerbaijan, neighboring countries in the South Caucasus region, engaged in a [44-day war](#) in 2020, resulting in thousands of deaths and tens of thousands of people fleeing their homes in the disputed region of Nagorno Karabakh.

Azerbaijan regained control of a number of cities, towns, and villages before a ceasefire agreement was signed on Nov. 10, 2020.

Armenia, the [world's oldest Christian nation](#), has a population of almost three million people, 92% of whom belong to the ancient Armenian Apostolic Church.

Azerbaijan is a country of 10 million people, 99% of whom are Muslim.

The region of Nagorno Karabakh lies within Azerbaijan close to the Armenian border. The area is recognized by the U.N. as belonging to Azerbaijan but is administered by ethnic Armenians.

Cox, the founder and president of the [Humanitarian Aid Relief Trust](#), said that UNESCO had repeatedly sought access to the historic sites since the ceasefire, but without success.

"In December 2021, the International Court of Justice said Azerbaijan should 'take all necessary measures to prevent and punish acts of vandalism and desecration affecting Armenian cultural heritage, including but not limited to churches and other places of worship, monuments, landmarks, cemeteries, and artifacts,'" she wrote.

"Yet in February 2022, Azerbaijan set up a new working group to 'remove

fictitious traces written by Armenians on Albanian religious temples."

"This is historical revisionism — a campaign of appropriation that dates back to the 1950s, whereby Azerbaijani authorities continue to rewrite history and replace the word 'Armenia/Armenian' with 'Caucasian Albania/Caucasian Albanian.'

Local media [reported](#) on Feb. 3 that Azerbaijan's culture minister Anar Karimov announced the creation of a working group to restore what the government claims are "Armenianized" Albanian places of worship.

ACI Stampa, CNA's Italian-language news partner, [explained](#) that the claims relate to a theory advanced by the Azerbaijani historian Ziya Bunyadov in the 1950s that Armenian inscriptions on churches in Azerbaijan date back only to the 19th century.

According to the theory, the churches are the remnants of the ancient kingdom of Caucasian Albania, which existed in the territory of present-day Azerbaijan until the beginning of the 9th century.

The thesis is rejected by most historians, but championed by the Azerbaijani government.

In her letter, Cox described the creation of the working group as a "serious cause for concern," given what she said was the "previous systematic erasure of centuries-old Armenian religious sites" in Nakhichevan, an exclave of Azerbaijan located to the west of Armenia.

"I was present in Nakhichevan in the early 1990s when Azeri military forces were driving tens of thousands of Armenians from their homes in their ancient homeland, a policy of religio-ethnic cleansing that was revived in the autumn of 2020," she wrote.

"Between 1997-2006, Azerbaijan destroyed tens of thousands of UNESCO-protected Armenian monuments in Nakhichevan. Every visible evidence of their presence was eradicated so there is now no visible testimony to their existence."

Azerbaijani officials reject suggestions that they are failing to safeguard historic sites. ACI Stampa said that the Ministry of Culture has criticized "biased foreign media" reports and stressed that Azerbaijan has always "treated its historical and

cultural heritage with respect, regardless of its religious and ethnic origin."

Cox concluded her letter by asking Azoulay to "raise these urgent concerns with your network and supporters."

"I would also be grateful for your advice about how we could work together to ensure the protection of these historic Christian sites," she wrote.

18- ACI Stampa

17/02/2022

<https://www.acistampa.com/story/nagorno-karabakh-il-patrimonio-cristiano-ancora-a-rischio-19117>

Nagorno Karabakh, il patrimonio cristiano ancora a rischio?

L'Azerbaijan ha annunciato che rimuoverà i "falsi armeni" dalle chiese del Nagorno Karabakh. Una dichiarazione che non è passata inosservata

Di [Andrea Gagliarducci](#)

BAKU , 17 febbraio, 2022

Nell'ultimo atto di **quella che sembra una guerra combattuta prima di tutto sul piano culturale, Anar Karimov**, ministro della Cultura dell'Azerbaijan, ha annunciato la creazione di un gruppo di lavoro per le aree riconquistate del Nagorno-Karabakh per "rimuovere le tracce fittizie di armeni su **siti religiosi albaniani**". Dichiarazione che rilanciano la preoccupazione degli armeni per il patrimonio cristiano in **Artsakh, il nome storico armeno del Nagorno Karabakh**.

Per comprendere le dichiarazioni del ministro della cultura si deve fare un passo indietro. Il territorio del **Nagorno Karabakh era stato assegnato all'Azerbaijan dall'Unione Sovietica**, e si era poi proclamato indipendente al momento della dissoluzione dell'URSS, proclamando la sua identità armena. Nel corso del secolo scorso, è stata più volte **[denunciata la sistematica distruzione di patrimonio cristiano storico nel territorio](#)**, definito da alcuni studiosi come

un genocidio culturale, come è stata denunciata anche la volontà azera di riscrivere la storia etnica del territorio esaltandone le **radici albaniano-caucasiche**.

Da parte azera, si lamenta invece che l'Armenia reclaims una presenza che è solo successiva alla presenza degli albaniani, e viene denunciata la distruzione di moschee durante il periodo in cui il **Nagorno Karabakh aveva mantenuto una autonomia, sebbene mai riconosciuto come Stato nemmeno dall'Armenia**.

L'ultimo conflitto tra **Azerbaijan e Armenia** si è concluso con un doloroso accordo che ha portato la perdita di diversi territori da parte dell'amministrazione armena, dove tra l'altro c'erano storici monasteri la cui integrità è sorvegliata dalle truppe di pace russe. Gli azeri da una parte sottolineano di voler tutelare i cittadini armeni nel loro territorio, ma dall'altro alcuni gesti, come la visita del **presidente Alyev alla bombardata cattedrale di Shushi**, avevano comunque suscitato preoccupazione.

Lo scorso 14 dicembre, la [Corte Internazionale di Giustizia ha ordinato all'Azerbaijan di prevenire e punire atti di vandalismo e profanazione contro l'eredità culturale armena in Nagorno Karabakh](#). Come potranno essere considerate, dunque, le ultime dichiarazioni del Ministro della Cultura azero?

Il gruppo di **lavoro annunciato da Karimov dovrebbe prima esaminare i siti, e poi discutere se e cosa eventualmente rimuovere**. Non si sa chi comporrà il gruppo, se non che saranno "esperti locali e internazionali".

Le affermazioni di Karimov si riferiscono alla teoria secondo cui le antiche strutture nell'area dell'Azerbaijan e del [Nagorno-Karabakh sono l'eredità dell'Albania caucasica](#), un antico regno che esisteva sul territorio dell'attuale Azerbaijan fino all'inizio del IX secolo. Secondo questa teoria, sviluppata dallo storico azerbaijano Ziya Bunyatov negli anni '50, le iscrizioni armenie sulle chiese in Azerbaijan sono aggiunte successive e il risultato **dell'"armenizzazione" sulla scia dell'emigrazione armena nell'area dell'inizio del XIX secolo**. Questa teoria è respinta dalla maggior parte degli storici, ma propagata dagli storici nazionalisti azerbaijani e dall'attuale governo azerbaijano.

Durante una visita alla città di Hadrut nel Nagorno-Karabakh nel marzo 2021, il presidente dell'Azerbaijan **Ilham Aliyev ha dichiarato che gli armeni**

volevano armenizzare le chiese con le loro iscrizioni.

Riferendosi a una chiesa armena del XII secolo ad Hadrut, ha definito come "false" tutte le iscrizioni che si trovavano lì. Mentre **Karimov ha affermato persino che il monastero armeno medievale di [Dadivank](#)** è una delle "migliori testimonianze dell'antica civiltà albanese caucasica".

Nel maggio 2021 le autorità azere hanno anche iniziato a ristrutturare la cattedrale di **Shushi del XIX secolo**, che era stata danneggiata durante la guerra, per riportarla alla sua presunta "forma originale", vale a dire senza la cupola: secondo gli azeri, questa sarebbe stata aggiunta solo negli **Anni Novanta**, ma ci sono testimonianze che la cupola era in realtà presente prima del periodo sovietico.

La **Chiesa apostolica armena ha condannato le azioni dell'Azerbaijan come un "atto antiumano e anti-civiltà"**. Ha anche lamentato la continua "ostilità e odio" nei confronti dell'Armenia, del Nagorno-Karabakh e del popolo armeno, sottolineando che "l'identità armena dei santuari cristiani del Nagorno Karabakh è stata scientificamente provata".

Più e più volte, il **[Catholicos Karekin II, capo della Chiesa apostolica armena, ha invitato la comunità internazionale ad agire](#)**. La parte armena fa sempre riferimento all'enclave azerbaijana di Nakhichevan, dove negli ultimi anni migliaia di siti storici cristiani sono stati rasi al suolo. .

L'esperta dell'Armenia di Salisburgo **Jasmin Dum-Tragut**, che ora ha una posizione di consulente ufficiale presso la sede del Catholicossato a Etchmiadzin, ha avvertito più di un anno fa in un'intervista a Kathpress che **l'Azerbaijan aveva iniziato da tempo a riscrivere i contenuti sul cristianesimo in Karabakh su Internet**. Così "cristiani armeni" diventerebbero "albanesi caucasici". I libri di scuola azerbaijani forniscono anche informazioni errate o del tutto assenti sui cristiani in Azerbaijan e nel Karabakh. Ci sono anche esempi in cui l'Armenia viene chiamata "Azerbaijan occidentale".

Ma le preoccupazioni internazionali hanno visto il ministero della Cultura azero rispondere con una stigmatizzazione delle notizie di "mass media stranieri di parte", sottolineando che l'Azerbaijan ha sempre "trattato il suo patrimonio storico e culturale con rispetto, indipendentemente dalla sua origine religiosa ed etnica".

Il **Nagorno Karabakh fu cristianizzato nel IV secolo** ed ebbe un ruolo importante nell'autonomia culturale degli armeni tra il X e il XIX secolo. Un catholicossato indipendente armeno fu fondato nella regione fu fondato già nel V secolo.

Prima della Prima Guerra Mondiale, il Karabakh, annesso all'impero zarista russo, aveva 222 chiese e monasteri. Con l'indottrinamento sovietico e ateo e la soppressione stalinista della cultura nazionale, **la Chiesa armena però nel 1930 e si risvegliò solo nel corso della prima guerra del Karabakh e della dissoluzione dell'Unione Sovietica.**

Nel 1991, la Repubblica Autonoma **dell'Artsakh (Nagorno-Karabakh) popolata da armeni all'interno dell'Azerbaijan si è dichiarata indipendente.** La prima guerra del Karabakh che seguì durò fino al 1994 e si concluse con un cessate il fuoco. Le milizie dell'Artsakh riuscirono a preservare la maggior parte della piccola repubblica con la storica capitale Stepanakert e, in collaborazione con l'esercito armeno, presero anche il controllo di **sette province azere tra il Nagorno-Karabakh e l'Armenia, assicurando così il collegamento tra l'Artsakh e l'Armenia Repubblica.**

Al 10 novembre 2020, la diocesi del Karabakh ha mantenuto più di 30 chiese e monasteri "funzionanti". L'Ufficio dei monumenti della **Repubblica del Karabakh ha elencato un totale di 4.403 monumenti culturali cristiani per la regione:** da siti archeologici preistorici e antichi a chiese medievali, monasteri e fortezze a palazzi principeschi, innumerevoli croci di pietra e lapidi riccamente decorate.

19- Le Courier d'Erevan

14/02/2022

<https://www.courrier.am/fr/diasporas/ara-abrahamyan-sadresse-la-directrice--generale-de-lunesco-audrey-azoulay>

Ara Abrahamyan* s'adresse à la Directrice générale de l'UNESCO Audrey Azoulay

Une lettre envoyée au début du mois de février de cette année indique notamment :

« Madame la Directrice générale, permettez-moi de vous exprimer mon plus profond respect et ma gratitude pour ne pas être restée indifférente à la situation liée aux actions de l'Azerbaïdjan qui a détruit le patrimoine culturel arménien, les églises chrétiennes et d'autres monuments architecturaux dans les territoires sous son contrôle après la guerre de 44 jours dans le Haut-Karabakh en 2020.

Dès le 11 octobre 2020, dans une lettre qui vous était adressée, j'ai exposé la situation critique qui se dessinait dans le Haut-Karabakh et j'ai appelé l'UNESCO à ne pas rester à l'écart. Vous avez rapidement fait part de votre volonté d'envoyer une équipe d'experts dans le Haut-Karabakh, ce que l'Azerbaïdjan a entravé jusqu'à récemment. Entre-temps, de nombreux monuments architecturaux et historiques ont déjà subi des dommages importants au cours de cette période, notamment la cathédrale de Saint-Christ le Rédempteur à Chouchi, l'église Sourb Astvatsamayr démolie à Mekhakavan, l'église Sourp Hovhannes Mkrtich « Kanach Zham » détruite à Chouchi. Cette liste n'est pas exhaustive et, malheureusement, elle s'allonge chaque jour.

a situation est exacerbée par l'annonce récente, par le ministre azerbaïdjanais de la Culture, de plans visant à créer un groupe de travail chargé de modifier l'identité des monuments religieux, historiques et culturels arméniens, la soi-disant « restauration des temples religieux albanais », c'est-à-dire l'albanisation des églises arméniennes par l'effacement de prétendues « fausses inscriptions arméniennes », ce qui constitue en fait un acte de vandalisme d'État.

Les plans d'un cynisme sans précédent de l'Azerbaïdjan visant à détruire le patrimoine culturel du Haut-Karabakh, créé au fil des siècles par le peuple arménien autochtone de ce territoire, ne sont rien d'autre qu'un défi civilisationnel lancé à l'humanité tout entière et aux institutions internationales chargées de la protection du patrimoine culturel mondial.

Ces plans constituent également une violation flagrante non seulement de toutes sortes de conventions de l'ONU protégeant le patrimoine culturel de l'humanité,

mais aussi un mépris direct de la demande de la Cour internationale de justice de l'ONU du 7 décembre 2021, selon laquelle l'Azerbaïdjan doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir et punir tous les actes de vandalisme commis

...